

## LA REVOLUTION !

La France est un pays riche. Quatrième puissance économique mondiale, second investisseur international, second exportateur agricole, etc. Depuis 1975, la valeur des richesses créées chaque année dans le pays a augmenté de 70%. Les bénéficiaires des grands groupes industriels et financiers flambent : profits de Elf en 1996 : 7,5 milliards, Lagardère (Matra, Hachette) : 1 milliard, Pinault-Printemps -La Redoute : 2 milliards, Générale des

15 avril 1997  
N°31

cinquième zone

Eaux : 2 milliards aussi, Lyonnaise des Eaux : 1,35 milliard, etc. Mais, pendant que les profits rentrent et que les riches s'enrichissent, toute une partie de la population s'enfonce dans la pauvreté. A l'occasion de la discussion sur la loi contre l'exclusion, la presse a rappelé des chiffres qui font honte. Ils sont un peu arides. Mais cela vaut la peine de les connaître et d'y réfléchir. Parce que ce qui sur le papier n'est qu'une série de chiffres représente dans la réalité des hommes et des femmes qui galèrent et qui souffrent, qui pèsent chaque franc et mesurent chaque dépense, économisent sur tout, ne se soignent pas ou mal, qui ont froid quand l'électricité est coupée, qui

appréhendent la visite de l'huissier... Bref, qu'une société qui regorge de richesses condamne à un cortège de misères et d'humiliations qui, jour après jour, bousillent la vie.

Depuis 1975, le chômage a été multiplié par six, engendrant la pauvreté et la précarité. 12 millions de personnes (un habitant du pays sur 5 !) sont dans la précarité. 7,5 millions de personnes n'ont pas d'emploi ou ont un emploi précaire. 5 millions vivent avec moins de 2 500 francs par mois. 39% des "exclus" ont un état de santé dégradé faute d'argent pour se soigner convenablement, 18% n'ont pas de carte de Sécurité sociale ou de soins gratuits. On compte plus de 200 000 SDF, 1,5 million de personnes vivent dans des taudis, presque 500 000 dans des meublés ou des hôtels sordides...

On approche des élections législatives. Chirac ressort son discours de "lutte contre la fracture sociale" celui qui, pense-t-il, lui avait assuré son succès aux présidentielles. Il fait voter une loi au Parlement ! Une loi qui ne coûtera pas un sou car il n'est pas question d'augmenter les crédits mais de "redéployer" (?) ceux existants, autrement dit, de diminuer certaines aides pour en augmenter un peu d'autres. Cela s'appelle prendre aux pauvres pour donner à peine plus aux plus pauvres... ou le contraire.

La conclusion qu'en tireront beaucoup, c'est que les politiciens font des promesses quand viennent les élections, qu'ils les oublient aussitôt élus pour les ressortir à l'approche des élections suivantes.

Mais la plus belle arnaque des politiciens professionnels, c'est de nous présenter la politique comme quelque chose de compliqué, affaire de professionnels. Vous, occupez-vous de vos affaires, la tête dans le guidon. Etudiez au lycée, non pour apprendre à réfléchir et vous cultiver, mais pour accumuler des diplômes qui ne déboucheront sur rien, rédigez des centaines de lettres pour décrocher un CDD ou un CES et recommencez trois mois plus tard, faites et refaites vos comptes pour boucler le mois et s'il vous reste du temps, regardez la

télévision, passionnez-vous pour telle vedette ou telle équipe de foot. Mais, surtout, ne faites pas de politique, laissez-nous faire.

Hé bien non. Cela fait trop longtemps que les exploités, les opprimés, les jeunes, les travailleurs font confiance aux "spécialistes". Qu'ils les laissent gouverner sans contrôle.

Il faut que ça change. Ca peut changer. Mais ça ne changera que si une nouvelle génération se lève pour prendre ses affaires en mains.

Qu'est-ce qu'on peut faire ? entend-on souvent. Pour commencer se réunir, apprendre, s'organiser comme l'ont fait les copains du jeune sans papiers dont il est question au verso. Ce ne sont pas les problèmes qui manquent. Ce sont les hommes et les femmes décidés à les régler. S'ils se regroupent on entendra peut-être alors de nouveau la réplique qui avait marqué le début de la Révolution française : "Est-ce une révolte ?" "Non, Sire, c'est une révolution".

Une évolte n'est qu'une explosion de colère qui, souvent, retombe aussi brutalement qu'elle était née. Une révolution change l'ordre politique et social. Et une société dans laquelle les uns deviennent de plus en plus riches au détriment des autres et grâce à leur appauvrissement, il faut la changer.

### Aux lecteurs de Cinquième zone

1) Je désire recevoir trois exemplaires de *Cinquième zone* à chaque parution (2 carnets de timbres). Oui Non

2) Je souhaite entrer en contact avec *Cinquième zone*. Oui Non

Nom :

Prénom :

Téléphone :

Adresse :

A renvoyer à *Cinquième zone*  
11, rue Salvador Allende

## LA PAROLE EST A CEUX QUI ONT FAIT RECULER L'INJUSTICE

On reproche parfois à *Cinquième zone* de pas assez insister sur ce qui se passe de bien dans les cités. La preuve que non !

C'est l'histoire de Mohamed que ses copains ont tiré d'un sale pas. Nous reproduisons le texte de la pétition qui expose son cas. Lancée à l'appel de tous ses professeurs, de tous les élèves de sa classe et de tous les syndicats de son établissement, elle a été signée par plus de 1200 jeunes et adultes des lycées et des quartiers.

## PETITION DES PAPIERS POUR MOHAMED

"Mohamed a 20 ans, il est africain. Il est actuellement en Terminale. Il est délégué de sa classe. Il a eu les encouragements au dernier Conseil de classe.

Il est né en 1976, en Afrique où il a vécu jusqu'à l'âge de 13 ans. En 1989, sa mère est décédée. Son père s'est donc retrouvé seul avec trois enfants encore jeunes, lui même étant déjà âgé. Il a donc décidé d'envoyer Mohamed rejoindre sa soeur aînée qui vit et travaille en France et est française. Elle l'a élevé depuis cette date.

A 18 ans, comme la loi l'y oblige, Mohamed a demandé un titre de séjour. La Préfecture le lui a refusé car, selon elle, il ne remplissait pas les conditions. On lui a cependant indiqué que si sa soeur (française) l'adoptait, il pourrait obtenir un titre de séjour. Ils ont donc fait les démarches nécessaires qui ont abouti, deux ans plus tard.

Une dizaine de camarades de sa classe, quatre profs et un surveillant l'ont accompagné à la Sous-Préfecture pour déposer sa nouvelle demande de titre de séjour.

Il nous a été dit à cette occasion que Mohamed passerait devant une Commission du séjour (un organisme qui propose au Préfet de délivrer un titre de séjour ou de le refuser) mais que son cas ne posait pas trop de problèmes et qu'il devrait avoir une carte de séjour de dix ans.

Or, la convocation de Mohamed devant cette Commission est inquiétante. Elle dit : "*Monsieur, Je vous informe qu'une procédure de refus de séjour est engagée à votre rencontre [...]. L'engagement de cette procédure est motivé par votre situation irrégulière sur le territoire français.*"

C'est une histoire aberrante. Pour pouvoir être régularisé, Mohamed devait être adopté par sa soeur et quand il y a enfin réussi, on lui reproche le temps nécessité par cette démarche !

Oralement, la Préfecture reste toujours assez rassurante, expliquant que les termes de la convocation répondent aux obligations légales des textes. Admettons.

Une chose est sûre : Mohamed ne doit pas être expulsé ! Il doit avoir sa carte de séjour de 10 ans !

Nous, ses camarades de classe, ses enseignants, l'équipe éducative, vivons quotidiennement avec lui. Nous avons appris à estimer ses qualités de générosité, de dévouement aux autres, d'humour aussi, et son sérieux dans le travail. Nous le remercions d'être en France et nous marquons notre volonté qu'il demeure parmi nous. Nous appelons l'ensemble des enseignants, des élèves et des personnels à se solidariser de notre demande en signant la pétition".

Dans son lycée a circulé le texte suivant dont nous reproduisons des extraits :

## "CHRONIQUE DES ELEVES SANS PAPIERS QUE DES TEXTES INIQUES PRETENDENT RAYER DE L'EXISTENCE LEGALE."

"2 500 francs ont été collectés dans le lycée en quatre jours pour couvrir les frais d'avocat."

*[Des enseignants, des surveillants et toute la classe de Mohamed (plus un militant de Cinquième zone !) étaient présents à l'audience.]* "Un bloc compact, silencieux, attentif. Mohamed était beau. Il s'était rasé le crâne de neuf et portait cravate. Il a répondu intelligemment aux questions d'un président qu'on sentait bien disposé. L'avocate, (visiblement émue) a insisté sur la légitimité des raisons pour lesquelles Mohamed est venu en France, sur le fait qu'il y a conquis sa place ce dont témoignent les manifestations d'estime de ses camarades et de ses professeurs, elle a signalé que le père de Mohamed avait combattu sous l'uniforme français pendant la seconde guerre mondiale, que son beau-frère était décédé récemment, en France, dans un accident du travail. Elle a enfin rappelé qu'enfant (adoptif) d'une Française, Mohamed a droit à une carte de séjour. Le Tribunal s'est rendu à ses raisons. Il a donné un avis favorable à la délivrance d'un titre de séjour à Mohamed."

**Une dizaine de jours plus tard, Mohamed était informé qu'il aurait une carte de résident (10 ans). Ce n'est pas un miracle. Si cette histoire finit bien, c'est parce que Mohamed n'est pas resté seul. Qu'il n'a pas cherché à s'en tirer par des combines. Il s'est adressé à ses proches, ses camarades, ses profs, ses voisins. En s'organisant, en discutant, en s'entraidant, on trouve des moyens, des relations, de l'argent, et surtout la force de se faire respecter. Y compris quand on est jeune, africain et sans papiers. Non, tous les Français ne sont pas racistes. Et si les jeunes et les adultes des quartiers prenaient la peine de s'organiser comme l'ont fait les copains de Mohamed, bien des injustices seraient empêchées.**

MAINS PROPRES, TETE HAUTE...  
ET SIX MOIS AVEC SURSIS !

Le FN se dit "Tête haute, mains propres". Ca, c'est le côté affiches. Côté business, c'est moins flambant. Le responsable départemental FN du Maine-et-Loire vient de se faire prendre la "main propre" dans une combine de travail clandestin, exactement celle que le FN accuse les immigrés d'utiliser : il a été condamné à six mois de prison avec sursis pour avoir fait travailler au noir de ses petits copains du Front national dans sa chaîne de magasins. C'est tout de même plus simple comme ça : côté cour, on mène bruyamment campagne contre les immigrés qu'on accuse de travailler dandestinement en se disant qu'il y aura toujours quelques andouilles pour y croire et voter FN. Et côté jardin on se monte sa petite entreprise de travail au noir pour arrondir ses fins de mois. Quand le FN parle de "préférence nationale", il faut comprendre "préférence au Front national". Et quand il dit "Le Pen, vite", c'est vivement le règne des copains et des coquins...

Pour recevoir  
Cinquième zone régulièrement,  
Deux carnets de timbres  
CZ, 11 rue Allende  
92220 BAGNEUX

CINQUIEME  
ZONE

Les "banlieues" sont un thème fréquemment évoqué pour verser une larme hypocrite ou faire peur aux bourgeois, mais aucun parti, ni de gauche ni de droite ne peut ni ne veut répondre aux problèmes qui s'y posent. Les quartiers les plus pauvres sont aussi les plus mal équipés, les plus mal desservis par les transports et autres services publics. Ils sont ceux où la société capitaliste rejette ceux qu'elle exploite le plus, par les «petits boulots», l'interim et autres emplois précaires, ou ceux qu'elle condamne au chômage et à la misère matérielle et morale. Chômage, précarité, pauvreté, racisme, violence, sont les produits d'une société injuste qu'il faut combattre. Faute de quoi l'injustice et la misère seront le terreau des fanatismes.

Tous cultivent les poisons du particularisme, du nationalisme, du racisme pour attiser la haine. Fascistes et intégristes se font la courte-échelle. Les catégories les plus pauvres de la population, quelle que soit leur origine, les jeunes en particulier, n'ont pas d'autre solution que de reprendre le combat collectif des opprimés contre les oppresseurs. C'est par les armes de l'action politique et syndicale que les générations passées avaient obtenu les améliorations dont nous continuons (de moins en moins, il est vrai), à bénéficier. C'est en reprenant ces traditions de combat que nous enrayerons la spirale de la pauvreté et de la déchéance.